

Les Indignés espagnols, un nouveau mouvement sociopolitique

Ricardo Tejada

Le mouvement des Indignés espagnols naît alors que l'Europe et le monde subissent les conséquences de la crise économique de 2008, née du scandale de la crise des *subprimes*. Il a rassemblé le 15 mai 2011 des centaines de milliers de manifestants dans une centaine de villes, tout particulièrement Madrid à la Puerta del Sol. Inédit par son ampleur, il s'est prolongé par divers modes d'action comprenant une série de manifestations pacifiques, rassemblant jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes, organisées notamment sur les réseaux sociaux et des sites internet. Mouvement qui se réclame des influences du Printemps arabe, son nom a été inspiré par le titre du manifeste *Indignez-vous !*, écrit par Stéphane Hessel, ancien diplomate et résistant français.

Cet article se propose de présenter la naissance de ce mouvement au printemps 2011. Avant de décrire l'événement dans toute sa complexité, il nous faut tout d'abord revenir sur quelques malentendus et préjugés qui n'ont pas aidé à la compréhension de ce phénomène social et politique. Cette double démarche nous permettra de donner une idée de l'importance du mouvement et d'évaluer tant son caractère novateur que sa capacité à durer dans le paysage politique espagnol.

La crise économique, sociale et politique en Espagne (2008-2011)

Suite à la faillite de Lehmann Brothers, aux États Unis, et à l'éclatement de la bulle immobilière espagnole, la croissance économique en Espagne commence à ralentir à partir du début de l'année 2011. Une combinaison économique singulière crée le « miracle » espagnol, si loué à l'époque, en France et en Navarre : obsession de la Banque d'Espagne à maintenir l'inflation réduite au minimum et absence de contrôle efficace des activités des banques et des caisses d'épargne, banques allemandes qui financent des banques espagnoles afin de prêter massivement de l'argent aux familles pas forcément solvables, montée soutenue des prix de l'immobilier, passivité complice de l'État afin de maintenir la « machine à sous »

de la TVA et des cotisations de la Sécurité Sociale, et enfin des taux d'intérêt très bas qui stimulent l'achat d'immeubles¹.

La chute en dessous des valeurs positives est chose acquise à la fin de l'année. La prime de risque, indiquant la confiance des marchés financiers vis-à-vis des pays, monte brutalement dès la fin 2010, atteignant 468 points de base le 22 novembre 2011. Le renflouement des banques espagnoles par le gouvernement commence à fragiliser la dette publique et, surtout, provoque dans la population un sentiment d'injustice². De surcroît, le chômage n'arrête pas d'augmenter. Quelques analystes espagnols et étrangers parlaient déjà de « bulle » avant 2007, mais les autorités espagnoles, tant du PP (Parti Populaire, à droite), entre 1996 et 2004, qu'après, entre 2004 et 2011, du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, situé au centre-gauche), soit ont contesté l'utilisation de ce terme, soit ont estimé que c'était exagéré de le prendre trop au sérieux³. L'augmentation des taux d'intérêt, tout d'abord aux États-Unis, puis en Espagne, provoquée par la faillite de Lehman Brothers, ainsi que par les problèmes de solvabilité des banques, a extrêmement fragilisé la situation de nombreuses familles espagnoles auxquelles on avait offert des prêts à taux variables, pas très chers, sur plus de vingt ans, voire sur plus de trente ou quarante ans. Ce qui était parfois moins cher qu'un loyer est devenu par la suite beaucoup plus onéreux qu'un salaire moyen. L'endettement considérable des familles ainsi que la fermeture de maintes entreprises dans l'immobilier ont eu comme conséquence une augmentation du chômage qui a atteint 22,8 % au quatrième trimestre de l'année 2011, selon les chiffres officiels. L'Espagne comptait donc en 2011 près de 5,3 millions de chômeurs, alors qu'en 2007 le taux était de 7,9 %, inférieur à celui de la France, ce qui signifiait 1,7 million de chômeurs en plus au deuxième trimestre

1. « Estimé à 0,8 % pour l'Espagne sur la période 1999-2007, contre 2,4 % et 3,1 % pour la France et l'Allemagne, le faible taux d'intérêt réel a fortement stimulé l'endettement des acteurs privés », in « L'Espagne, douze années d'aveuglement », Dominique Plihon et Nathalie Rey, *Economistes atterrés*, Université Paris-Nord, décembre 2011. Téléchargeable sur Internet.

2. « Puisque les ressources sont rares et qu'après un renflouement financé par les contribuables la dette nationale sera plus lourde que s'il n'avait pas eu lieu, il y aura moins d'argent à dépenser pour un plan de relance, pour la protection sociale ou pour des investissements publics. Le sentiment d'injustice qu'ont suscité les renflouements risque de gêner de futures initiatives pour ressusciter le système financier ou faire ce qu'il faut face à la crise », Joseph E. Stiglitz, *Le rapport Stiglitz. Pour une vraie réforme du système monétaire et financier international après la crise mondiale*, Paris, Babel, 2010, p.82.

3. La première partie du livre d'Ernesto Ekaizer, *Indecentes. Crónica de un atraco perfecto. Por qué lo llaman crisis cuando es estafa*, Espasa, Barcelona, 2012, p.19-60, est suffisamment révélatrice là-dessus.

de la même année. Par conséquent, plus de trois millions d'emplois ont été détruits sur quatre ans.

Zapatero déclare fin janvier 2010 que son gouvernement propose de retarder l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans. Il annonce trois mois et demi plus tard, le 12 mai 2010, un nouveau plan d'austérité prévoyant notamment la baisse des salaires des fonctionnaires de 5 %, alors que la vice-présidente, María Teresa Fernández de la Vega, avait signé un accord avec les syndicats des fonctionnaires, au mois de septembre 2009, prévoyant une augmentation modérée des salaires de 0,3 %¹. Le gouvernement socialiste supprime les aides à la maternité (le « chèque-bébé », d'un montant de 2 500 euros à la naissance), n'augmente pas les revenus des retraités, réduit considérablement l'aide aux pays non développés et instaure quelques restrictions aux allocations liées à la loi de dépendances des personnes âgées². Cela fit l'effet d'une douche froide sur la majorité de la population. Personne ne s'y attendait. Zapatero se justifia en affirmant qu'il défendait les intérêts nationaux et non celui du parti. Le programme du parti était cependant censé défendre les intérêts nationaux. Le contrat avec son électorat ne valait apparemment plus rien, du jour au lendemain...

Certains analystes (comme Josep Ramoneda dans le journal *El País*) ont considéré, à juste titre, qu'il aurait dû démissionner³. Le lendemain du revirement gouvernemental, un journaliste résumait de cette manière la situation : « C'est comme si une autre législation complètement différente commençait hier⁴. » La situation économique et sociale ne fit que se dégrader tout au long des douze mois suivants. En 2011, 45 % des jeunes étaient au chômage et parmi ces 650 000 jeunes, aucun ne travaillait ni n'étudiait, raison pour laquelle ils furent surnommés les « nini », néologisme espagnol signifiant la situation de cette frange de jeunes⁵. Le divorce entre le

1. « Aprobada la subida salarial de 0,3 por ciento para los funcionarios », *La Vanguardia*, Barcelone, 25 septembre 2009; L. Abellán, « Primera rebaja salarial de la democracia », *El País*, Madrid, 13 mai 2010.

2. L'ensemble de mesures prises par Zapatero, sous la pression des dirigeants européens, de la BCE, de l'Union Européenne et des États-Unis, se trouve dans le livre d'Ernesto Ekaizer, *Indecentes. Crónica de un atraco perfecto. Por qué lo llaman crisis cuando es estafa*, Barcelona, Espasa, 2012, p.109. C'est la date qui marque probablement, à certains égards, la fin de la souveraineté espagnole.

3. « De emancipador a liquidador », *El País*, 29 juillet 2011.

4. « Zapatero da un vuelco a su estrategia con un recorte de sueldos públicos sin precedentes », *El País*, 13 mai 2010.

5. Depuis des mois, les sociologues décrivaient l'apathie de ces jeunes Espagnols, souvent de jeunes diplômés vivant encore chez leurs parents à plus de 25 ans, et n'ayant ni travail ni études en cours.

secteur de son électorat le plus critique, ou le plus situé à gauche, et le gouvernement, est chose faite en 2011. La responsabilité du gouvernement Zapatero dans l'aggravation de la crise est indéniable. Il n'a pas mis en cause le modèle économique hérité du PP, basé sur la construction, et n'a rien fait pour préparer un atterrissage en douceur d'une économie surchauffée. En outre, il a nié le problème, et lorsqu'il commença à utiliser le mot « crise », à la fin de l'année 2008, il mit en place un programme très modeste (autour de 13 milliards d'euros, sans compter l'apport des collectivités locales) d'inspiration keynésienne, de soutien aux infrastructures publiques : le « plan E ». Grâce au bon remplissage des caisses de l'État (qui tient à l'augmentation considérable des cotisants à la Sécurité Sociale, en bonne partie suite à l'arrivée massive des immigrants et aux dividendes fournis par la TVA de la construction), le gouvernement socialiste va financer, à partir de 2004, un programme ambitieux de réformes sociales, dites « sociétales » : loi contre la violence domestique, loi en faveur du mariage homosexuel, loi permettant d'aider les familles ayant des personnes âgées, etc.¹ Il ne fallait donc, d'après les socialistes, que profiter de cette manne dérivée de la bulle immobilière, et l'utiliser socialement. Ceci s'avérera être une erreur monumentale. Le capitalisme espagnol, qui avait, et a toujours certainement, quelques facettes innovatrices (les énergies renouvelables, le train à grande vitesse, le textile, les biotechnologies) montre au monde sa face la plus fragile, le capitalisme « *casticista* », très spéculatif et rentier, « madrilène » en quelque sorte².

La révolte pacifique des Indignés espagnols, le 15 mai 2011.

Au mois de janvier et février 2011, la grogne commence à s'amplifier dans les réseaux sociaux, *Twitter* d'abord avec les *hashtags*. Le *hashtag* (ou encore mot-dièse) est un marqueur de métadonnées, composé du signe typographique croisillon « # » (appelé *hash* en anglais). Il est suivi d'un ou plusieurs mots accolés (le *tag*, ou

1. Il ne faut pas oublier le refus de participer à la guerre en Irak et le retrait des troupes espagnoles d'Irak, promesse tenue quelques mois après les élections de 2004 au grand dam du gouvernement Bush. Le cri de la jeunesse espagnole, plus ou moins sympathisante des socialistes, était à l'époque : « Ne nous décevez pas, [Zapatero] ! ». Le Président leur répondait : « Je ne vous décevrai pas ! » Jusqu'à 2008, le gouvernement, en dépit de certaines erreurs commises, ne donnait pas l'impression de décevoir cette jeunesse.

2. Je renvoie aux thèses défendues par César Molinas dans ses quatre articles, intitulés « ¿Qué proyecto para España? », le 4 mars 2012, le 11, le 18 et le 25 du même mois, dans le journal *El País*.

étiquette); il est particulièrement utilisé sur *Twitter*. Ainsi, après #sindepirate, #nolesvotes, #Tahrir, #Islandia, #malestar qui relaient la colère, c'est au tour de *Facebook* de s'impliquer dans le mouvement. Au mois de février le mouvement « Démocratie réelle maintenant ! » est constitué grâce aux réseaux sociaux¹. C'est entre le mois de mars et le mois de mai 2011 que les internautes se mettent d'accord sur une date, le dimanche 15 mai 2011, et sur des pancartes, de la musique, la création d'un forum, etc. Des manifestations sont organisées ce jour-là dans soixante villes espagnoles. Le mot d'ordre sur lequel ils se mettent d'accord, « Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers », est suffisamment clair, frappant et fédérateur pour que les gens s'y rallient. Quelques jours avant la date, le *hashtag* #15m arrive au top numéro 5 dans les réseaux sociaux, notamment chez *Twitter*. Le silence médiatique est persistant. Le *hashtag* « #15mfacts » devient le nouveau « *trending topic* » (il fait partie des dix mots ou expressions les plus mentionnés chez *Twitter*). À Barcelone, place de Catalogne, 15 000 personnes se réunissent. Autour de 50 000 à Madrid. Quelques milliers se retrouvent un peu partout dans les villes petites et moyennes d'Espagne. Au total, autour de 100 000 personnes ont manifesté. Le soir de ce dimanche 15 mai, quelques manifestants décident de faire un rassemblement pacifique à Plaza de Callao, autre place stratégique de Madrid. La police intervient et 24 personnes sont arrêtées. Les manifestants éparpillés descendent jusqu'à la Puerta del Sol. C'est là où, munis de quelques sacs de couchage et de quelques tentes, ils prennent la décision d'occuper la place jusqu'au 22 mai, date des élections municipales et régionales. Le lendemain, une bâche attachée entre la statue équestre de Charles III et la statue de l'ours et l'arbousier, symbole de Madrid, leur permet de se protéger du soleil. Environ 700 jeunes, scandalisés par la répression policière, décident de les rejoindre solidairement. Lors de la deuxième nuit de campement, vers 5 h du matin, alors que les médias ne sont plus là, la police procède à l'expulsion de ceux que l'on appelle déjà « les indignés ». *Spanish Revolution* est déjà le *trending topic* le plus « *twitté* » sur tous les réseaux sociaux. Le mardi 17 mai est un défi à l'autorité : non seulement des vagues successives de jeunes déferlent de nouveau sur la Puerta del Sol, mais fait nouveau, une orga-

1. Fabio Gándara, du mouvement 15-M : « Le germe du mouvement 15-M est né dans les réseaux sociaux. C'est là où nous avons conçu, au mois de février 2011, le projet du mouvement « Démocratie réelle maintenant », in *Nosotros, los indignados*, Klaudia Álvarez, Pablo Gallego, Fabio Gándara y Óscar Rivas, préface de Stéphane Hessel, Barcelona, Destino, 2011, p.42.

nisation se met en place au travers de la création de commissions de travail chargées de l'infrastructure, des liens avec les médias, du nettoyage, du service juridique... Elles sont bientôt au nombre de dix-huit. Parallèlement, des gens de tout âge commencent à fournir aux Indignés de la nourriture et des matériaux afin qu'ils puissent bivouaquer sur le parvis de la place¹.

Leur slogan « Démocratie réelle » signifie pour eux non seulement une démocratie non soumise aux marchés, au système financier et aux agences de notation, mais aussi une démocratie beaucoup plus transparente et juste, où la représentation politique est un reflet le plus fiable de la population. Ils sont très critiques du bipartisme. Ils considèrent que la démocratie actuelle est muselée par un système électoral qui privilégie les deux grands partis majoritaires, le PSOE et le PP alors que deux autres partis politiques, « Izquierda Unida », (la « Gauche Unie ») et « Unión Progreso y Democracia », (« Union Progrès et Démocratie », parti libéral, qui s'oppose aux nationalismes périphériques comme les nationalismes basque et catalan) sont sous-représentés dans l'assemblée nationale espagnole par rapport au nombre des votes qu'ils obtiennent. Ils critiquent aussi les listes fermées et l'irresponsabilité des élus². Ils sont les pourfendeurs de la corruption de la classe politique et financière et pointent du doigt les dysfonctionnements répétés au niveau de la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire³. Enfin, au niveau économique, ils dénoncent le Pacte de l'euro, le modèle économique espagnol, basé sur la bulle immobilière, et, en général, la politique économique néolibérale, la « pensée unique » partagée par le PP et le PSOE⁴ qui empêche toute discussion sur la viabilité des politiques économiques alternatives⁵.

1. Pour le récit de ces événements, on peut consulter : Pilar Velasco, *No nos representan. El manifiesto de los indignados en 25 propuestas*, Barcelona, Planeta, Temas de Hoy, 2011, p. 15-32.

2. Voir P. Velasco, *No nos representan*, op. cit., p. 35-43; Pablo Gallego, dans le livre *Nosotros, los indignados*, op. cit., p. 24-27. Jorge Urdanoz Ganuza, dans le sous-titre de son article, « El maquiavélico sistema electoral español », publié le 16 février 2008, dans *El País*, l'avait déjà résumé très bien : « Notre système n'est pas proportionnel, impose le bipartisme, favorise la polarisation et rend impossible le surgissement d'un tiers parti modérateur. Les nationalistes demeurent la seule alternative avec laquelle pactiser. »

3. Voir P. Velasco, *No nos representan*, op. cit., p. 43-45; Pablo Gallego, dans le livre *Nosotros, los indignados*, op. cit., p. 28.

4. Ils n'utilisent pas pour autant ce terme lancé il y a quelques années par le journaliste espagnol, installé en France, Ignacio Ramonet.

5. Il faut consulter pour cette question le livre *Hablan los indignados. Propuestas y materiales de trabajo*, Madrid, Editorial Popular, 2011, où les perspectives les plus proches d'un marxisme renouvelé au sein des indignés espagnols, sont exposées et

« Démocratie réelle maintenant ! » : un mouvement qui naît de toutes pièces en 2011 ?

On peut s'interroger sur la singularité du mouvement dit du « 15-mai » ou « 15-M » (en référence à la journée du dimanche 15 mai) dans le contexte des mouvements espagnols des vingt dernières années. Naît-il de toutes pièces en 2011 ou le terreau était-il préalablement favorable ? Les mobilisations écologistes et antimilitaristes des années Gonzalez et Aznar ont été indéniablement une référence pour les générations nées dans les années 1960 et au début des années 1970. Il y a eu ainsi les mobilisations contre l'OTAN lors du référendum de 1986, puis celles contre la guerre du Golfe en 1991, celles contre la guerre en Irak, la longue lutte en faveur de l'objection de conscience et de l'insoumission (l'Espagne étant le deuxième pays de l'Europe après l'Allemagne où le pourcentage de jeunes objecteurs de conscience était le plus élevé) et enfin la très forte contestation de la gestion par le PP du naufrage du pétrolier *Prestige* en 2003. Cette dernière mobilisation citoyenne et écologiste, « *Nunca mais* » (« Plus jamais ça ! » en galicien), qui n'a pas été un mouvement né de toutes pièces sur Internet, est la seule à avoir pu bénéficier *a posteriori* des réseaux sociaux. Tous ces mouvements ont eu, d'une manière ou d'une autre, un soutien, certes parfois nuancé ou plus modéré, de la gauche parlementaire (notamment l'IU, la Gauche unie et le PSOE), par exemple lors des manifestations contre la guerre en Irak. Les manifestations et rassemblements contre la violence machiste, la grève générale des syndicats sous le gouvernement Aznar et les mobilisations en faveur de l'éducation publique ont également toujours eu un soutien des partis politiques de gauche.

Trois autres mobilisations doivent retenir notre attention : par ordre chronologique, le rassemblement en face du siège du PP, le 11 mars 2004, la campagne des syndicats d'étudiants (qui ont impliqué des enseignants) contre le Plan Universitaire de Bologne, et, plus récemment, les mobilisations contre la loi Sinde (nom de la ministre de la Culture socialiste, partisane d'une pénalisation des téléchar-

analysées. Signalons les références à Toni Negri, chez Aitor Romero Ortega, l'anti-capitalisme marxiste d'Antoni Domènech, la social-démocratie radicale, non keynésienne, teintée de Gandhi, de Joel Serafin Almenara ou les critiques adressées au Pacte de l'euro émises par Juan Torres López et Alberto Garzón Espinosa. Les deux autres livres du mouvement insistent plus sur les questions politiques et peuvent être rattachés, dans un certain sens, à un libéralisme et à un démocratisme radical, parfois de type libertaire. On y reviendra.

gements). Ces trois luttes vont bien au-delà du clivage politique traditionnel puisqu'elles n'ont pas été soutenues explicitement par un parti de gauche parlementaire. Elles ont une autre caractéristique qui les rapproche du mouvement du « 15-M » : les convocations initiales grâce à des portables et Internet (à l'exception des luttes universitaires qui sont restées plus classiques). Le rassemblement en face du siège du PP à Madrid, rue Génova, la veille des élections générales en 2004, afin de dénoncer la théorie émise par le ministre de l'Intérieur du gouvernement conservateur, Angel Acebes, qui attribuait à l'ETA (le groupe terroriste basque) les attentats djihadistes d'Atocha, est probablement le premier « *smart mob* » (« multitude intelligente » en anglais) de grande ampleur en Espagne, et probablement en Europe, puisque cette action complètement interdite avait été incitée par une série de SMS¹. Les *smart-mob* ont la particularité d'appeler à des manifestations sans parcours préétabli, ce qui signifie d'ailleurs une source de tracasseries et de perplexités pour les « *delegaciones* » et « *subdelegaciones del Gobierno* » de chaque région et province (qui correspondent à peu près aux préfectures et sous-préfectures) et parfois un prétexte idéal pour les disperser. Ils sont nés de toutes pièces dans les réseaux sociaux, plus concrètement sur *Facebook* et surtout sur *Twitter*.

Deux autres mouvements plus récents, à la croisée de ces mouvements et du 15-M, sont aussi à souligner : la « Plateforme en faveur d'un logement digne » (« *V de vivienda* » qui fait un clin d'œil à « *V de Vendetta* ») et le mouvement « Jeunesse sans futur » (« *Juventud sin futuro* ») – connu, dans ses manifestations, par ses « livres-boucliers² », apparus à Londres en 2010 et repris par les étudiants italiens et espagnols, au début de 2011³. Tous deux sortent également du clivage politique classique. Le premier revendique le droit au logement digne, inscrit dans la Constitution car selon eux, aucun parti politique ne le défend véritablement. L'intérêt de leur plateforme est qu'elle s'attaque à un problème directement concerné par

1. Voir l'entretien d'Amadeo Fernández Savater avec la sociologue Amparo Lasén, « Las nuevas formas de acción colectiva desafían la lógica de la representación », au journal *Público*, 12 décembre 2009. Consultable sur Internet : <http://blogs.publico.es/fueradelugar/114/multitudes-inteligentes-y-multitudes-relampago>

2. Le livre occupe une place symbolique dans les mouvements hostiles à la réforme de l'enseignement supérieur. À l'époque des *flashmobs*, le principe est simple : on se réunit dans un lieu fréquenté. Au premier coup de sifflet, chacun se met à lire l'ouvrage qu'il a apporté jusqu'à ce que cinq minutes plus tard, retentisse un second coup de sifflet au son duquel tout le monde se fige.

3. Sur les idées défendues par ce mouvement, beaucoup plus sensées et approfondies que certains médias pourraient le croire, il faut consulter : *Juventud sin futuro*, Barcelona, Icaria/Asaco, 2011.

la crise. Créé dans les réseaux sociaux, ce mouvement a en outre (autre coïncidence avec le 15-M) appelé à des rassemblements à la Puerta del Sol. Ce n'était peut-être pas totalement fortuit que les manifestants dispersés par la police le soir du 15 mai se concentrent Plaza del Sol alors que les militants en faveur d'un logement digne s'y étaient réunis à peine quelques semaines auparavant. L'autre mouvement, « Jeunesse sans futur », a eu le mérite, comme le précédent, de politiser des secteurs de la société, en l'occurrence des jeunes pas forcément universitaires, autour d'un slogan aussi rassembleur et clair que celui, plus tardif, des indignés. Le mouvement 15-M est également un « *smart-mob* », probablement le plus massif jusqu'à présent dans l'histoire de l'Europe. Même si les internautes s'étaient mis d'accord sur une date et un mot d'ordre fédérateur, le fait de créer un rassemblement durable, Puerta del Sol, n'était absolument pas prévu.

Le style politique des Indignés espagnols.

Les formes du discours typiquement 15-M sont des consignes brèves, proches des *twitts*¹. Elles existaient avant le 15 mai 2011. Elles se sont diffusées par la suite, sous forme de pancartes, d'affiches et de graffitis. Cette forme d'expression a été la source d'un malentendu. En effet, plusieurs écrivains prestigieux (assez souvent de gauche, comme le grand romancier barcelonais, Enrique Vila-Matas) ont vu dans cette dépendance du langage *Twitter* une superficialité désinvolte, frivole, voire consumériste, bref, un « appauvrissement » de la langue, en relation avec une supposée « décadence de l'Occident² ». Cette perception est assez commune chez des personnes plus âgées qui considèrent les formes d'expression de certains jeunes. Cependant, la limitation d'espace propre au langage *Twitter* a incité les jeunes à une inventivité pas très éloignée du trait d'esprit, de la pointe ou de la *greguería* de Ramón Gómez de la Serna,

1. Citons pêle-mêle : « 15 mai : Occupe la rue ! Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des hommes politiques et des banquiers » (le slogan fédérateur), « Ce n'est pas une crise mais une escroquerie », « Nos rêves ne rentrent pas dans vos urnes », « Politiciens et juges : nous sommes vos patrons et nous allons vous dégraisser », « Haut les mains, c'est un contrat ! », « Le FMI nous baise tous et toutes, pas uniquement les femmes de chambre », etc.

2. Enrique Vila-Matas, « Empobrecimiento », *El País*, 24 mai 2011 : « Dans la *Spanish revolution* on a vu comment les *twitts* sont un attentat contre la complexité du monde qu'ils prétendent décrypter. » On peut consulter aussi les remarques crimiologiques de Luis Moreno Caballud, par rapport à ce genre d'interventions méfiantes vis-à-vis des indignés, dans l'article : « Desbordamientos culturales en torno al 15-M ». Consultable sur Internet : <http://blogs.pUBLICO.es/fueradelugar/2169/desbordamientos-culturales-en-torno-al-15-m>

très espagnole, ou même de certaines consignes de mai 1968¹. La sympathie exprimée par le dessinateur de *El País*, El Roto, de son vrai nom Andrés Rábago, pour le mouvement 15-M et, en général, ses dessins politiques, d'un humour caustique, montrent bien cette convergence entre deux modes d'expression pas très éloignés².

Par ailleurs, à l'instar des mobilisations contre la loi Sinde (qui ont eu l'efficacité de faire tomber la loi au Parlement), aucun parti politique n'a soutenu le mouvement « Démocratie réelle maintenant ! » dont les partisans affichent par ailleurs un refus du système de partis politiques, en tout cas tel qu'il se présente. Le slogan inaugural « Aux mains des hommes politiques, aux mains des banquiers » pose problème à la gauche traditionnelle qui voit dans cet apolitisme, voire dans cette opposition aux partis politiques – comme si c'était un bloc uniforme –, un nihilisme frivole et dangereux.

Une autre facette innovatrice du 15-M est son anonymat militant et son horizontalité. Les mouvements alternatifs, comme les écologistes et les antimilitaristes, ont toujours prôné, en Espagne et ailleurs, cette double dimension, mais les Indignés ne recherchaient pas l'anonymat et l'horizontalité allait de soi dans un contexte de petits groupes et non de grandes assemblées. Cependant, cette double facette du 15-M exprime une vision innovatrice du lien entre le singulier et le général, entre la personne et le groupe. En effet, l'anonymat vise à ne pas chercher un rapport entre spectateur et public, tous étant impliqués dans la résolution du problème ; le 15-M ne s'est par exemple jamais préoccupé d'approcher des célébrités, contrairement au mouvement *Occupy Wall Street*. Mais cet anonymat ne signifie pas pour autant une tentative d'immerger l'individu dans la masse. Les assemblées sont codifiées et réglementées afin que personne ne soit mis à l'écart ou au contraire ne monopolise la parole. Les décisions sont par conséquent prises de façon consen-

1. Pablo Gallego fait la différence entre le côté révolutionnaire de mai 68 et le réformisme de mai 2011 (p. 33). Fabio Gándara, quant à lui, met en doute le caractère concret des revendications soixante-huitardes, mais, selon lui, ces « *soñadores* » (« rêveurs ») ont réussi à changer le monde (p. 44). In *Nosotros, los indignados*, op. cit.

2. Contrairement au peintre Eduardo Arroyo, apparemment protagoniste de mai 68 à Paris, El Roto soutient qu'il y a une continuité entre mai 1968 et mai 2011. Consulter l'entretien avec El Roto par Pilar Portero y Ana R. Cañil : « *Los jóvenes del 15-M son portadores de lo que se está haciendo, son canalizadores* ». Consultable sur : <http://www.tudosis.es/2011/el-roto-los-jovenes-del-15m-son-portadores-de-lo-que-se-esta-haciendo-son-canalizadores/>. Voir également les deux derniers recueils de vignettes de El Roto : *Viñetas para una crisis*, Barcelona, Mondadori, 2011 et *Camarón que se duerme (se lo lleva la corriente de opinión)*, Barcelona, Mondadori, 2012.

suelle entre les participants et non grâce à un vote majoritaire de l'assemblée. L'horizontalité cherche, de son côté, à empêcher l'apparition des *leaders* ou tout simplement de militants qui soient des parfaits rhétoriciens¹.

C'est finalement un nouveau rapport à la parole, au discours, qui se manifeste ici. Lorsque les manifestants luttèrent contre la guerre en Irak ou contre la gestion du naufrage du pétrolier *Prestige* par le PP, il ne leur venait pas à l'esprit de créer chacun une pancarte à part ; c'est ce qui s'est passé au contraire avec la création du 15-M. C'est-à-dire que le mouvement « Démocratie réelle ! », a réussi à passer entre les mailles du système de codification du discours politique non seulement en ratissant très large mais aussi en permettant l'apparition de discours personnels. Le « ras-le-bol » ne reste pas cantonné à un cri de désespoir, mais s'épanouit dans une conquête de la parole confisquée. « Qui parle ? » « Les partis politiques ? Les banquiers ? Non ! Nous tous. Nous voulons dire publiquement ce que nous ressentons, ce que nous pensons. » Et l'effet est certes déroutant, mais profondément jubilatoire. Déroutant parce que cela donne l'impression d'une surenchère affective, alors que l'affectif est canalisé dans un objectif à caractère universel. On voit pointer ainsi une tentative ambitieuse de mettre en place une intelligence collective en acte et une démocratisation de la production du sens, deux dimensions essentielles du 15-M. Cette intelligence collective va à l'encontre des discours tout faits, que ce soit en provenance des partis politiques ou des médias, mais aussi à l'encontre des *leaders* d'opinion. Cette démocratisation de la production du sens vise à donner vie au monde désenchanté des marchés financiers, à se réapproprié ce monde moribond des hommes politiques, de droite comme de gauche, où la seule chose qui compte semble être la rentabilité et la compétitivité.

La question se pose de définir l'idéologie du mouvement « Démocratie réelle ! » Il est certain qu'il n'a pas une idéologie ni un programme, peut-être un style de discours et une orientation dans la pensée politique. Il est profondément libéral de par son attachement à la dignité de la personne. Il affiche un radicalisme démocratique, teinté d'utopisme et de sens commun. Ces oxymores (puisque démocratie ne rime pas avec radicalisme et utopisme avec sens commun) s'expliquent. Les « *quincemayistas* » (ce néologisme vient

1. Le livre le plus éclairant sur le dynamisme et les codes des assemblées (probablement un des aspects les plus singuliers du mouvement) est le suivant : *Hablan los indignados. Propuestas y materiales de trabajo*, Madrid, Editorial Popular, 2011.

du mot 15-M en espagnol, ont appris des erreurs du passé. La radicalité était synonyme de violence pour les médias et dans le discours des « démocrates » ; par conséquent, le « monopole » de la mouvance autour de l'ETA. Personne donc ne devait être « radical » sous peine d'être soupçonné d'indépendantisme basque. Et la parole se libérant chez les Indignés, ils s'affirment radicaux en étant pacifiques, utopiques en exigeant ce que le sens commun, la justice et l'égalité demandent haut et fort.

Le 15-M est à certains égards libertaire. De par son refus de la hiérarchie et son attachement à l'assemblée. Le politologue Carlos Taibo, parle de « pratiques à caractère libertaire¹ ». En effet, leur méfiance vis-à-vis des partis politiques est libertaire même si les 15-M ne cherchent ni à détruire l'État ni ne croient dans les pouvoirs thaumaturgiques de l'action directe. Pourtant, la « révolution espagnole » est profondément réformiste, c'est-à-dire cherche à induire des réformes fondamentales du système politique : loi électorale, transparence effective, séparation des pouvoirs, etc. Sa puissance est sa faiblesse et sa faiblesse sa puissance. Les militants ne cherchent pas à conquérir le « Palais d'hiver ». Ils ne sont pas non plus des activistes de la résistance civile, comme c'est un peu le cas des militants d'*Occupy Wall Street*. Ils veulent induire des effets, dans la société, dans l'État, ponctuellement, se transformer eux-mêmes et transformer localement la vie en société.

Le mouvement des Indignés espagnols, s'il est moins présent dans les médias aujourd'hui, n'a pas pour autant disparu ; étudiants, retraités, travailleurs précaires, chômeurs, personnel de santé ou de l'éducation ont formé six groupes, appelés des « colonnes », pour créer les Marches de la dignité, qui réunissent plus de 150 collectifs et mouvements sociaux unis contre « le vol des droits et l'appauvrissement généralisé de la majorité sociale », et « pour la dignité et contre le mépris de l'État espagnol² ». Leurs revendications se résument en quatre points : refus du paiement de la dette, arrêt des coupes budgétaires, rejet des gouvernements au service de la Troïka et enfin « un travail et un toit pour tous ». Ces Marches de la dignité permettent aussi une prise de conscience citoyenne à défaut d'un peu probable changement politique.

1. C. Taibo, *El 15-M en sesenta preguntas*, Madrid, Catarata, 2011, p. 36.

2. « En Espagne, les Indignés en marche pour leur dignité », *Myeurop. info*, 21 mars 2014. <http://fr.myeurop.info/2014/03/21/en-espagne-les-indignes-en-marche-pour-leur-dignite-13427>

Bibliographie

- AGULHON Maurice, « Paris », *Les lieux de mémoire. Quarto 3. Les France*, Pierre Nora (dir.), Gallimard, Paris, 1997, p. 4589-4622.
- ÁLVAREZ K., GALLEGO P., GÁNDARA F, et RIVAS O., *Nosotros los indignados. Prólogo de Stéphane Hessel*, Barcelona, Destino, 2011.
- BAUMAN Zygmunt, *La décadence des intellectuels. Des législateurs aux interprètes*, Paris, Éditions Jacqueline Chambon, 2007.
- BOLTANSKI Luc et CHIAPELLO E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 2011.
- BOSCO Anna et SÁNCHEZ-CUENCA Ignacio, *La España de Zapatero. Años de cambios, 2004-2008*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2009.
- CASANOVA Julián, *Anarquismo y violencia política en la España del siglo XX*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, 2007.
- CASTELLS Manuel, *L'ère de l'information. Vol. 1. La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1998.
- CASTELLS Manuel, *L'ère de l'information. Vol. 2. Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999.
- EKAIZER Ernesto, *Indecentes. Crónica de un atraco perfecto. Por qué lo llaman crisis cuando es estafa*, Barcelona, Espasa, 2012.
- GUÉRIN Daniel, *Ni Dieu ni Maître. Anthologie de l'anarchisme/tome II*, Paris, La Découverte/Poche, 1999. (1^{re} éd. 1970).
- HESSEL Stéphane, *Indignez-vous !*, Paris, Indigènes éditions, 2010.
- LASEN Amparo, *A contratiempo. Un estudio de las temporalidades juveniles*, CIS, Madrid, 2000.
- NORA Pierre, *Présent, nation, mémoire*, Paris, Gallimard, 2011.
- PÉREZ ALONSO, Matilde et FURIÓ BLASCO, Elies, *L'Espagne contemporaine. Une approche socio-économique*, Ellipses, Paris, 2004.
- POWELL Charles, *España en democracia, 1975-2000*, Plaza & Janés, Debolsillo, Barcelona, 2002.
- PRÉPOSIET Jean, *Histoire de l'anarchisme*, Paris, Tallandier, 2002.
- RAMOS Rosalía et REVILLA Fidel, *Historia de Madrid*, Madrid, Ediciones La Librería, 2005.
- SAMPEDRO José Luis, *Economía humanista. Algo más que cifras*, DeBolsillo, Barcelona, Mondadori, 2010.
- TAIBO Carlos, *El 15-M en sesenta preguntas*, Madrid, Los libros de la Catarata, 2011.
- VELASCO Pilar, *No nos representan. El manifiesto de los indignados en 25 propuestas*, Madrid, Temas de hoy, Planeta, 2011.
- ZAMBRANO María, *Persona y democracia*, Madrid, Siruela, 1996.